

Notre adhésion et profonde solidarité paysanne ouest africaine à votre combat légitime de défense d'un droit fondamental des agriculteurs « vivre dignement d'une rémunération juste et valorisante de leur travail »

Paysan.ne.s Européen.ne.s, Compagnon.ne.s de lutte,

Avec force et détermination, nous sommes solidaires avec tou.te.s les agriculteur.rice.s engagé.e.s pour la souveraineté alimentaire partout dans le monde, et actuellement mobilisé.e.s dans l'action de leurs syndicats en Europe (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas...) pour faire valoir leur droit fondamental de vivre décemment et dignement de leurs métiers. Ce n'est pas avec des discours redondants et des promesses de charité que nous avancerons, mais avec la garantie de prix justes et valorisants pour nos productions.

Votre combat est aussi le nôtre. La terre est basse partout pour les agriculteur.rice.s et paysan.ne.s. Nous sommes celles et ceux qui assurons partout une alimentation saine, nutritive et suffisante aux citoyen.ne.s et un approvisionnement des industries, en nous investissant dans des systèmes alimentaires durables visant la souveraineté alimentaire et la résilience à tous les niveaux. Nous avons tou. te.s un attachement très fort aux terroirs et aux paysages qui nous font vivre. Nous partageons la conviction que la terre, les semences, les animaux et les eaux doivent, avec nos savoirfaire, combinés aux connaissances d'une recherche vertueuse, être préservés et protégés. C'est indispensable si nous voulons perdurer et transmettre nos métiers aux générations futures.

Mais, sans distinction géographique, nous sommes celles et ceux qui ne parviennent pas, pour des raisons essentiellement politiques, à vivre dignement de leur travail. Nous sommes affecté.e.s depuis plusieurs décennies par des orientations politiques inappropriées, dictées par de grandes firmes agro-industrielles et des institutions financières internationales, avec la complicité ou l'impuissance des décideurs politiques locaux. Cela a engendré et entretient la prédation des ressources, notamment foncières, la concurrence déloyale, et l'exacerbation des effets des changements climatiques sur nos

métiers et nos cadres de vie.

Tout ceci engendre, en Europe et dans nos pays, la faim, la pauvreté et la misère, un sentiment d'abandon et de désespoir, notamment chez les jeunes, qui sont de plus en plus enclins à abandonner l'agriculture pour des stratégies de survie illicites. Cette situation explique largement les crises multiples (climatiques, environnementales, sécuritaires, alimentaires...) qui perdurent et s'alimentent dans notre région.

Le diagnostic est bien établi et connu : le modèle de production et de consommation agroindustriel impulsé n'a pas permis de répondre aux enjeux et préoccupations légitimes de nos sociétés et des agriculteur.rice.s.

En Afrique de l'Ouest, nos efforts de dialogue politique au début des années 2000 ont permis d'adapter des politiques volontaristes et ambitieuses pour la transformation durable de l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire. Malheureusement, dans la mise en œuvre de ces politiques, le changement de cap ne s'est pas concrétisé.

Certes, certaines initiatives et mesures dans le cadre des Nations Unies (Décennie des Nations Unies pour l'Agriculture Familiale, le sommet mondial des systèmes alimentaires durables, les directives volontaires sur la gouvernance des ressources naturelles...) constituent une reconnaissance politique de notre rôle essentiel. Cependant, cet espoir ne pourra être effectif que si ces mesures sont accompagnées de mesures contraignantes pour leur application effective.

Nous partageons le constat avec vous que le statu quo n'est plus possible. Il est intenable. Au Sénégal, d'importantes mobilisations ont actuellement lieu. Nous devons continuer à alerter, au Sud comme au Nord de la Méditerranée, pour faire changer véritablement la vision des décideurs politiques et les

orientations stratégiques des politiques, vers un soutien qui assure véritablement des modèles durables de production, de consommation et de gestion des ressources naturelles.

C'est pourquoi aujourd'hui, nous unissons nos voix aux vôtres pour proclamer haut et fort que les agriculteur.rice.s familiaux.les méritent de vivre dignement de leur travail. Nous exhortons les décideurs politiques européens à adopter des mesures structurelles qui respectent à la fois les besoins des consommateur.rice.s pour une alimentation saine et nutritive et les droits des producteur.rice.s à des prix équitables et justes.

Ces mesures ne doivent pas compromettre la souveraineté alimentaire des pays d'Afrique de l'Ouest et le développement des filières locales, dont certaines sont déjà affectées par les politiques commerciales en cours (lait, riz, viande de volaille...), au risque d'accentuer les crises que nous traversons.

Comme vous, nous plaidons pour les mesures rapides suivantes :

- Mettre l'alimentation, l'agriculture et le développement des systèmes alimentaires durables et locaux au cœur des politiques cohérentes, et des relations UE-UA.
- Stopper immédiatement les accords de libre-échange impliquant l'agriculture.
- Garantir des prix justes aux agriculteur.rice.s, notamment via la régulation des marchés.
- Assurer un budget public suffisant et équitable de soutien à l'agriculture, notamment pour permettre aux agriculteur.rice.s de faire face aux défis climatiques et à la transition agroécologique.

Soyez assuré.e.s de notre soutien indéfectible. Nous nous battrons pour qu'il y ait toujours des paysan.ne.s et des agriculteur.rice.s fiers/ fières de l'être et capables d'assurer leur fonction et d'en vivre dignement. Ensemble, nous triompherons pour nous et pour les générations futures, qui méritent de connaître le vrai goût d'une alimentation authentique, produite sur des terres préservées.

Vive l'agriculture familiale!

Fait à Ouagadougou le 1er février 2024